

SPORE



Information pour le développement agricole des pays ACP

N° 77 OCTOBRE 1998

<i>La sécurité alimentaire sur la corde raide</i>	1
<i>Infrastructures</i>	3
<i>L'épine dorsale et le point faible des pays ACP</i>	3
<i>Les voies d'amélioration ou l'implication progressive du secteur privé</i>	4
EN BREF	6
BOITE POSTALE 380	10
POINT DE VUE	
<i>Laissons aux paysans le choix de leurs partenaires !</i>	11
ACTUALITES DU CTA	12
LIVRES ET REVUES	14
SOURCES D'INFORMATION	
<i>L'IIED, l'environnement d'abord</i>	16
<i>Inter-Réseaux, le développement rural en tête</i>	16

Site Web : www.cta.nl



La sécurité alimentaire sur la corde raide

Depuis 1995, la diminution des stocks mondiaux de céréales et la hausse de leurs prix ont porté le problème de la sécurité alimentaire mondiale au premier plan. Le spectre de la famine va-t-il s'étendre un peu plus au siècle prochain sur les pays du Sud, en particulier sur l'Afrique subsaharienne? Ou peut-on compter sur de nouvelles stratégies pour ramener la tranquillité sur les marchés mondiaux?

Plus de 800 millions de personnes dans les pays en développement étaient sous-alimentées au début des années 90. Plusieurs dizaines de millions d'individus dépendent chaque année des secours alimentaires d'urgence (alors que ces derniers sont brutalement réduits), dont quinze millions de réfugiés et de personnes déplacées en Afrique en 1998¹.

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la production alimentaire mondiale a augmenté plus vite que la population pendant les trente dernières années. Les statistiques montrent, par ailleurs, que la quantité moyenne de nourriture disponible par personne et par jour fournit aujourd'hui 2 700 calories (contre 2 300 calories au milieu des années 60). En Europe de l'Ouest et en

Amérique du Nord, la disponibilité alimentaire moyenne fournit 3 500 calories à chacun, contre 2 300 calories en Afrique. Depuis 1980, la population a augmenté de 53 % en Afrique, la production alimentaire de 45 % seulement.

Le Sommet mondial de l'alimentation, en novembre 1996, s'est engagé à réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées (au moins 800 millions) au plus tard en 2015. Il faudrait pour ce faire que la production alimentaire augmente de 4 % par an pendant les vingt prochaines années. On compte ainsi sur une augmentation des surfaces cultivées, une intensification des cultures et un accroissement des rendements agricoles. On espère d'ores et déjà que la surface des terres cultivées en Afrique augmentera de 18 % d'ici à 2010 et la surface

LE TRIANGLE ALIMENTAIRE

▲ L'aide alimentaire provenant d'Europe n'est plus dominée par les produits européens. L'approche est maintenant axée sur le développement, le commerce local et triangulaire représentant presque les deux tiers du volume de l'aide alimentaire de l'Union européenne en 1996. Il s'agit d'achats de produits alimentaires soit dans les régions qui ont des excédents, soit dans le même pays (commerce local), soit dans d'autres pays du Sud (commerce triangulaire). Ce système permet de mieux tenir compte des régimes alimentaires locaux et de stimuler la production et les réseaux commerciaux au plan local et régional.

Source : *Le Courrier ACP-UE*, mai-juin 1998.

récoltée de 33 %. Cependant, une grande partie des terres potentiellement cultivables est actuellement occupée par des forêts, des zones habitées et des zones protégées. Outre des contraintes liées à l'environnement,



Photo M. DONALD / SUNSET

l'utilisation et la mise en culture de ces nouvelles terres impliquent au préalable qu'elles soient assainies et soumises à des programmes de contrôle. Autre obstacle, également valable pour la productivité des terres cultivées existantes : l'absence de régimes fonciers reconnus et équitables.

La chasse au gaspillage et à la pauvreté

L'augmentation des rendements dépend de multiples facteurs : variétés de plantes améliorées, utilisation et contrôle de l'eau plus efficaces, apport élevé d'intrants. Or, la fertilité des sols diminue dans de nombreuses

régions d'Afrique intertropicale. En 1983, 9 millions de tonnes d'éléments nutritifs ont disparu en raison de la surexploitation des terres. Ces pertes pourraient atteindre 13 millions de tonnes d'ici à l'an 2000. Si de nouvelles techniques plus respectueuses de l'environnement (systèmes intégrés de nutrition des plantes et de lutte contre les ravageurs) permettent des rendements supérieurs, il reste toutefois à les mettre à la portée des petits paysans. De tels systèmes, tout comme les techniques de gestion, nécessitent aussi une recherche plus approfondie et une diffusion plus large des résultats : l'accès aux travaux de la recherche agricole doit être considérablement amélioré.

Les politiques actuelles de sécurité alimentaire donnent la priorité à la notion d'accès : accès aux ressources naturelles et à la terre², à l'éducation, à l'eau, au crédit, aux semences, à la technologie et aux intrants... Accès pour les femmes dont le rôle est fondamental (voir *Spore* 76). L'importance de ces besoins a été soulignée au cours d'une série de trois séminaires sur « La stratégie communautaire de sécurité alimentaire et les pays ACP », organisés par la DG VIII de la Commission européenne et le CTA pendant le dernier trimestre de 1997 à Bruxelles et Wageningen. Les participants à ces réunions (plus de cent personnes représentant plus de vingt États ACP, ONG et structures régionales) ont souligné que les intéressés doivent avoir accès non seulement aux moyens de production mais aussi aux mécanismes de prise de décision publique. Ils ont insisté sur le fait que la sécurité alimentaire ne se limite pas à l'augmentation de la production et qu'il faut prendre en compte la distribution, l'engagement de tous, le renouvellement des institutions et le



Photo S. BÉCHE

UNE CONSULTATION À ÉCHELLE MONDIALE

Une conférence mondiale sur l'agriculture multifonctionnelle et la gestion des terres aura lieu en septembre 1999, à Den Bosch (Pays-Bas). Les organisateurs (le gouvernement des Pays-Bas et la FAO) souhaitent consulter le panel le plus large possible des acteurs du développement pour identifier les thèmes à aborder en priorité. Pour plus de renseignements sur la façon de participer à cette consultation, contacter :

FAO/SDRN, Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome - ITALIE
Site Web : www.fao.org/sd/agr99

facteur plus complexe de « l'impact d'un climat macro-économique incertain ».

La sécurité alimentaire est désormais reconnue comme un problème structurel à attaquer sur plusieurs fronts. Le défi scientifique de l'augmentation de la production, les aspects logistique et politique de la distribution et le problème social et politique de l'accès aux ressources doivent tous être abordés. Les changements récents dans la politique alimentaire du Nord pourraient soutenir ce processus. L'Union européenne, le premier fournisseur mondial d'aide alimentaire, s'attache aujourd'hui à intégrer l'aide d'urgence aux stratégies de développement à long terme, dans le cadre de la réforme de ses politiques d'aide et de sécurité alimentaires.

Restent deux inconnues. Le changement climatique, d'abord, qui risque de causer de sérieuses fluctuations dans la production et attirera l'attention sur d'autres régions et cultures. La capacité des États ACP à s'adapter rapidement à de tels changements dépendra de la force des institutions, des investissements et de la disponibilité en devises – tous peu développés. Selon les prévisions actuelles, l'Afrique subsaharienne aurait besoin de doubler ses importations en céréales pour atteindre 50 millions de tonnes d'ici à 2010, sur un marché mondial féroce concurrentiel que l'on s'attend à voir changer radicalement sous l'effet d'une seconde inconnue : la Chine.

Bien que les officiels chinois assurent que leur pays sera capable de nourrir ses 1,6 milliard d'habitants en 2030, des prévisions plus objectives font état d'un risque inquiétant de diminution de la production, alors que la consommation de viande (1 kg de viande nécessite de produire 4 kg de céréales pour l'alimentation du bétail) est en passe d'atteindre les niveaux de type occidental. La sécurité alimentaire de nombreux pays ACP risque donc de se jouer dans les villes en explosion de l'Orient. Et pas seulement dans les champs, les villes, les fermes, les écoles et les banques d'Afrique. ●

¹ Le ciblage de ces populations, de leurs conditions de vie et des causes de leur insécurité alimentaire est le thème d'un séminaire organisé par le CTA en octobre 1998, à Louvain, Belgique.

² L'accès à la terre et le foncier sont les thèmes du séminaire organisé par le CTA en novembre 1998, à Bamako, Mali. Il est intitulé « Gestion des sols par les populations rurales ».

Pour plus d'information : *Stratégie communautaire de sécurité alimentaire et pays ACP. Séminaires sur la sécurité alimentaire, Bruxelles (Belgique), octobre-décembre 1997. Commission européenne, direction générale du développement/CTA, 1998. ISBN 92-9081-1919, CTA n° 891, 10 unités de crédit.*

Le Réseau ACC sur le développement rural et la sécurité alimentaire regroupe plusieurs agences des Nations unies, c/o FAO Viale delle Terme di Caracalla 00100 Rome - ITALIE Site Web : www.193.43.36.7/waivent/faoinfo/sustdev/rdfs/ACC00006.htm

Infrastructures

L'épine dorsale et le point faible des pays ACP

Les infrastructures d'un pays – et en tout premier lieu ses réseaux de transport – sont très fréquemment considérées comme un facteur déterminant de son développement. Ports, chemins de fer, routes et aéroports constituent autant de moyens d'ouverture, d'échange et de communication indispensables à son essor économique et à l'accès de ses populations aux biens et services de première nécessité. Force est de constater, toutefois, qu'il n'est pas un État ACP où ces systèmes fonctionnent correctement. Leur insuffisance, voire leur carence, explique la faiblesse des échanges tant au niveau local et régional qu'à l'export. Des solutions ont cependant été trouvées ici et là pour relancer l'activité d'un réseau ferroviaire, réhabiliter un axe routier, améliorer ou relancer les activités d'un aéroport. Les contributions du secteur privé, le recours à des partenariats originaux et aux ressources locales devraient engendrer une dynamisation des marchés, une meilleure compétitivité des produits et le désenclavement de certaines zones. Si, pour beaucoup de pays du Sud, le chemin reste encore long à parcourir, d'autres montrent la voie à suivre. Avec des résultats prometteurs.

Photo FERSCOOP



D'une manière générale, le transport des vivres, des personnes et des biens dans les pays ACP relève du parcours du combattant. Le problème se pose avec acuité en Afrique, qui se classe parmi les plus mal lotis en infrastructures, notamment routières. En ce qui concerne les pays des Caraïbes et du Pacifique, la situation n'est pas plus brillante, mais le problème se pose autrement, la circulation des biens et des personnes reposant aussi sur le bon fonctionnement des réseaux de transport maritime (navettes, bateaux) et aérien. Or, l'usage se heurte partout à de nombreuses difficultés. Irrégularité, insécurité, coûts de transport prohibitifs – sans compter les catastrophes naturelles – perturbent l'acheminement des marchandises et la libre circulation des populations.

Un besoin urgent d'entretien

« Le commerce, moteur de la croissance économique, ne peut prospérer qu'en pouvant compter sur des systèmes performants de transport afin de permettre aux agriculteurs d'acheminer leurs denrées vers les marchés », assure Véronique Jacobs, de la Banque mondiale. L'état des infrastructures de transport en Afrique apparaît comme un obstacle majeur au développement de ce continent. Faute d'entretien, en effet, une part importante des investissements routiers réalisés dans les années 1960-1970 a aujourd'hui disparu.

Les dégradations du réseau routier sont telles qu'elles imposent des travaux de réhabilitation, voire de reconstruction, dont le coût est trois à cinq fois supérieur à celui d'un entretien préventif. La Banque mondiale estime ainsi qu'un franc d'économie réalisé sur le

budget d'entretien routier se traduit par une dépense supplémentaire de deux à trois francs sur les coûts d'exploitation des véhicules de transport. D'où une augmentation des frais de transport qui double, voire triple, le prix de vente de certains produits de consommation courante. Le mauvais état des routes met donc un frein au développement des systèmes d'approvisionnement et de distribution alimentaires, et ce sont les usagers et les consommateurs qui font les frais de cette situation. Au total – les études de la Banque mondiale le montrent –, dans 85 pays en développement, un quart des routes situées en dehors des zones urbaines doivent être reconstruites ainsi qu'un tiers des routes non macadamisées.

À la vétusté des routes et à la détérioration des pistes dans les zones rurales s'ajoute un autre fléau. Une administration tatillonne, des contrôles illicites, des douanes « volantes » et coûteuses ajoutent leurs impondérables aux embarras et au prix du transport routier (voir encadré). Sur un corridor comme Abidjan-Ouagadougou, les faux frais liés à des péages intempestifs peuvent représenter jusqu'à 10 % de la valeur des marchandises transportées.

Cher, le transport routier est de surcroît peu sûr. Excès de vitesse, véhicules brigue-balant sur le macadam défoncé, surcharge de passagers et de marchandises sont autant de facteurs dont la conjugaison peut être fatale. En Afrique plus qu'ailleurs, qui prend la route court un risque. Réalistes ou pour déjouer le sort, certains conducteurs apposent d'ailleurs sur le pare-brise de leur véhicule une bande-roule sur laquelle ils ont écrit « s'en fout la mort ». On estime à la DG VIII de l'Union européenne¹ que, dans certains pays en développement, les accidents de la route consti-



Le train suit le rythme lent du progrès (Congo).

Photo: L. WIAMEZ/SUNSET



La route est le point de passage obligé des grossistes en poisson de Mopti (Mali).

Photo: Hamadou MANGA/ORBISOM

Les voies d'amélioration ou l'implication progressive du secteur privé

Le développement des transports s'insère dans la stratégie globale du développement des États ACP. Chez tous, ou presque, une rapide expansion des voies d'accès passe par la mise en œuvre de dispositifs institutionnels et financiers qui visent à transférer progressivement au secteur privé l'exploitation des réseaux de transport, ou à impliquer directement les usagers dans la gestion de leur entretien.

Un vaste processus de réforme

Aéroports, routes, chemins de fer et ports deviennent privatisables. Leur rétrocession au secteur privé se solde par des contrats de concession, de cogestion ou de fermage. Le recours à ces trois types de techniques a

concerné jusqu'à présent 32 pays ACP – principalement africains – au cours des sept dernières années.

Le principe de la participation des usagers et des bénéficiaires aux réformes et à l'amélioration de la gestion des réseaux routiers n'est, en général, plus remis en question. Plusieurs pays africains, parmi lesquels le Bénin, la Zambie et l'Éthiopie, le Mozambique, la Tanzanie, ont ainsi instauré ou réinstauré les Comités des routes ou les Fonds des routes. Les usagers, qui paient pour l'entretien du réseau (prèvement sur le carburant, péages, taxes d'immatriculation), ont ainsi la possibilité de participer à l'élaboration des stratégies visant à ce que son développement corresponde aux besoins.

tuent un problème majeur, car, outre la souffrance qu'ils entraînent, ils représentent une charge financière allant jusqu'à 1 % du PIB!

Le rail, pour sa part, n'est pas en meilleur état. D'une manière générale, il a perdu la réputation qu'on lui accorde traditionnellement d'être à la fois plus sûr et moins cher que la route. Privés pendant de nombreuses années du moindre investissement et utilisant un matériel roulant vétuste, les chemins de fer de l'Afrique subsaharienne, par exemple, sont souvent dans un état alarmant.

Pourtant, on ne peut contester le rôle primordial des chemins de fer dans le développement économique de pays tels que le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Tchad, situés à plus de 1 000 kilomètres des zones portuaires les plus proches et tributaires des infrastructures portuaires et ferroviaires des pays côtiers.

Les ports enfin. Là aussi, le mauvais entretien des installations génère une insuffisance de service, un ralentissement des cadences de manutention et des surcoûts d'exploitation qui compromettent la compétitivité des pays ACP sur les marchés internationaux.

À la recherche de l'efficacité

De la qualité des infrastructures d'acheminement dépend, entre autres, l'écoulement des produits agricoles. Reste à disposer d'infrastructures efficaces au plan du stockage, des marchés de groupage, des marchés de gros et de détail si l'on veut obtenir une commercialisation d'un bon rapport qualité/prix, minimiser les pertes après récolte et éviter les risques sanitaires².

La plupart du temps, les systèmes de commercialisation des pays en développement, pour la vente en gros et en détail des fruits, légumes et autres produits alimentaires frais – viande et poisson –, ne permettent pas de maximiser les bénéfices des producteurs et ne produisent aucun avantage pour les consom-

mateurs. Il y a beaucoup à gagner pourtant à développer des infrastructures de commercialisation, susceptibles de permettre aux grossistes et aux détaillants d'acheter leurs marchandises en faisant leur choix parmi de nombreux fournisseurs opportunément groupés et de vendre ensuite leurs achats. À deux conditions : réorganiser les conventions qui régissent la commercialisation et créer de nouvelles infrastructures sur de nouveaux sites, ou encore améliorer celles qui existent déjà,

DU DÉLABREMENT À L'ENCLAVEMENT

L'enclavement des campagnes dû au délabrement des infrastructures routières est une des caractéristiques centrales de l'économie malgache. Sur un réseau de 20 000 kilomètres, 10 % seulement des pistes sont jugées praticables et les estimations de 1993 portent à 900 kilomètres par an le rythme d'avancement des travaux de réhabilitation. Faute de routes et de moyens de transport appropriés, les producteurs de nombreuses zones rurales sont incapables d'approvisionner les marchés environnants ou alors à des coûts prohibitifs. Cet isolement prive également l'immense majorité des paysans de l'accès au progrès technologique et à celui des intrants. Il en résulte un rendement moindre et le problème fondamental de l'épuisement des sols malgaches*.

* Étude pilote sur le développement de partenariats efficaces entre le CTA et des organisations des pays ACP, Madagascar, février 1998, par Zazah Ravaoarivony-Tuengerthal.

L'une des premières routes à péage d'Afrique subsaharienne gérées par une société privée est celle reliant Hillacondji à Cotonou, un tronçon de la route qui raccorde la frontière du Togo à l'ancienne capitale nigériane, Lagos, en traversant le Bénin sur toute sa largeur.

Les réformes institutionnelles opérées par certains États portent aujourd'hui leurs fruits. En Zambie, par exemple, pratiquement l'ensemble du territoire national est desservi par des routes bitumées.

En ce qui concerne le rail, le concept de la concession fait son chemin jusqu'en Afrique australe. Confier l'exploitation de certaines lignes à des entreprises privées sans qu'il y ait transfert de propriété : le Malawi s'est engagé le premier sur cette voie nouvelle en publiant un appel d'offres sur Internet! Sitarail, société anonyme privée, exploite quant à elle le réseau ferroviaire reliant Abidjan (Côte d'Ivoire) à Ouagadougou (Burkina Faso). Ce sont en moyenne 108 trains de marchandises qui roulent chaque mois, sept jours sur sept, dans les deux sens confondus; 480 000 tonnes de marchandises ont été transportées en 1996. « On note de plus en plus, relève Abdel Aziz Thiam, directeur général de Sita-

comme au marché de gros de Bouaké, en Côte d'Ivoire (voir *Spore* n° 76).

Si, dans certaines nations, il est aujourd'hui possible de parcourir les itinéraires principaux sur des routes modernes et de faire transiter des marchandises des zones rurales aux marchés urbains, des ports vers les régions les plus enclavées dans des délais raisonnables, beaucoup reste à faire. Ou dépend, pour certains pays du Pacifique et des Caraïbes, de choix fondamentaux, avec d'un côté un volume de

transactions commerciales trop faible pour justifier d'investir dans le secteur « transports », et de l'autre une activité touristique qui est en passe de devenir l'une des plus importantes – sinon l'unique – sources de revenus.

¹ Administration principale en charge des politiques de transport à la direction générale Développement.
² Cf. Marché de gros. Guide de planification et conception et Retail Markets Planning Guide, Agricultural Services Bulletin, n° 121 (version anglaise uniquement), FAO/infrastructures de commercialisation des produits agricoles, site Web : www.fao.org



Le port de Beira au Mozambique est un carrefour essentiel pour le commerce extérieur de l'Afrique australe.

Photo: Jürgen SCHAYTTE/STILL PICTURES



Chargement de mangues au Mali.

Photo: FERISCOOP

rail, une importance croissante du tonnage de coton, de fruits, de légumes secs et surtout de volaille et d'animaux vivants pour lesquels la Côte d'Ivoire demeure largement tributaire des pays sahéliens ».

Le transfert progressif au privé de la gestion de l'exploitation et de l'entretien des réseaux de transport recèle beaucoup d'avantages, selon la Banque mondiale. L'amélioration de la productivité et de la qualité de service, la baisse des coûts pour les usagers et la réduction des déficits publics sont autant de perspectives prometteuses, bien que la privatisation – en Afrique en tout cas – n'en soit qu'à ses premiers pas.

Sources :
ISTED, n° 3
Institut des sciences et des techniques de l'équipement et de l'environnement pour le développement La Grande Arche - Paris Sud
92055 Paris-La Défense cedex 4 - FRANCE
Le Courrier ACP-UE, n° 169, mai-juin 1998
Commission des Communautés européennes
200, rue de la Loi - 1049 Bruxelles - BELGIQUE
Contact : Priyanthi Fernando, Ana Bravo et Niklas Sieber (secrétariat FITRD)
Forum international pour le transport rural et le développement
150 Southampton Row, 2d floor
Londres WC1B 5 AL - ROYAUME-UNI
Fax : + 44 171 278 6880
E-mail : ifitd@gn.apc.org
Site Web : www.gn.apc.org/ifitd

Les petites bêtes... pas si bêtes que ça

Avez-vous déjà mangé des insectes? Certains trouvent cette idée répugnante alors que d'autres s'en délectent. Les insectes constituent une très grande part de la biomasse mondiale, à tel point que les chercheurs ne savent même pas combien il y a d'espèces. Plus de 2 000 d'entre elles sont en tout cas comestibles : coléoptères, papillons, teignes, abeilles, fourmis, guêpes, sauterelles et punaises, pour ne citer que les plus couramment consommées. Bien que l'entomophagie (la consommation d'insectes) soit pratiquée en France, en Italie, en Allemagne, au Royaume-Uni, dans tous les pays africains, sur le continent américain, dans la majorité des pays asiatiques et en Australie, elle est encore la plus courante dans les pays tropicaux et subtropicaux.

La consommation d'insectes fait partie de la tradition populaire. Le savoir sur la manière de les trouver, de les attraper, de les préparer et de les conserver est généralement transmis oralement de génération en génération. Certains peuples en consomment énormément. Selon une étude réalisée récemment dans la région de Kananga, en République démocratique du Congo, la consommation d'insectes s'éle-

vait, dans un groupe de 2 000 personnes, à une moyenne de 50 g d'insectes frais par jour et par personne, soit 35 000 kg par an pour le groupe.

Les insectes sont une excellente source de protéines, de vitamines, de minéraux et même de lipides. La teneur en protéines varie de 30 % (vers à bois) à 18 % (guêpes *Polybia* de poids sec. Dans certains villages de la République démocratique du Congo, on rapporte que les insectes représentent 81 % de la totalité des protéines animales ingérées. Les insectes sont aussi de redoutables ennemis des cultures, mais, dans certains cas, ces mêmes insectes sont aussi comestibles et pourraient très bien être utilisés comme source de nourriture. Les sauterelles et certaines espèces de chenilles sont des ravageurs que l'on consomme et que l'on conserve dans certaines régions d'Afrique. Ironie du sort : si d'énormes sommes d'argent sont régulièrement dépensées pour détruire des insectes qui contiennent jusqu'à 75 % de protéines de haute qualité, c'est pour sauver des récoltes qui n'en contiennent que 14 %. Bien que les insectes soient généralement recueillis pour les besoins de l'autocon-



Chenilles (*Imbrazia*) fumées vendues sur le marché de Bacongo à Brazzaville.

Les mets (Bibey, Sud-Cameroun).

sommation, la demande dans les villages et dans les villes est assez importante pour que l'on commercialise ce type d'opération. Dans la région de Venda, en Afrique du Sud, le marché des insectes locaux est estimé à un million de dollars US par an (1 dollar = 5 000 FCFA environ). L'exploitation des insectes pour la consommation alimentaire pourrait devenir un projet de développement durable et écologique, à condition de transformer l'image négative attachée à la consommation d'insectes.



Voir aussi Se nourrir en forêt claire africaine, par François Malaisse, CTA n° 846, 80 unités de crédit

Contact : Julieta Ramos-Elorduy Instituto de Biología UNAM Apdo Postal 70-153 04510 Mexico D.F. MEXIQUE

Découvrez PANIS!

Mis au point par la FAO et le Secrétariat de la Communauté du Pacifique (CPS), anciennement la Commission du Pacifique Sud, le Système d'information vétérinaire du Pacifique, ou PANIS, est une base de données disponible sur CD-ROM et sur Internet, sur un site Web animé par les Services vétérinaires régionaux de la CPS à Suva (Fidji). Parmi d'autres services, ce système offre aux pays du Pacifique la possibilité d'afficher sur les pages qui leur sont réservées des informations sur la santé animale ou les questions de quarantaine dans leurs pays respectifs. Créé pour renforcer les échanges entre les îles du Pacifique, PANIS



n'est toutefois pas limité aux seuls pays de cette région; on peut aussi consulter des informations sur les pathologies animales et leur prévalence dans le monde entier, ce qui donne à ce projet un caractère réellement international. Un projet similaire sur les plantes est en cours de réalisation.

Site Web : 202.0.157.4

El Niño frappe les cultures bananières en Somalie

Deuxième source de devises étrangères après l'élevage, la production bananière en Somalie a lourdement souffert des inondations provoquées par le phénomène climatique El Niño (voir *Spore* 75) et on s'attend, cette année, à une diminution de plus de la moitié des exportations par rapport à 1997. Les inondations ont gravement endommagé les plantations et détruit les routes secondaires, rendant impossible le transport des bananes vers les aires portuaires. Les exportations ont pratiquement cessé depuis octobre 1997.

Source : New Agriculturist/El Niño Southern Oscillation Site Web : www.darwin.bio.uci.edu/~sustain/enso.html

Pesticides dangereux : bientôt hors circuit!

Une centaine de gouvernements se sont réunis à Montréal (Canada), à la fin du mois de juin, pour une première série de discussions sur un accord international visant à réduire les émissions de polluants organiques persistants (POP) comme le DDT et autres membres de la « bande des douze ». Ces négociations, placées sous l'égide du Programme des Nations unies pour le développement, dureront au moins deux ans.

Pamplemousse et citron pour protéger le niébé

Excellente source de protéines végétales, le niébé (*Vigna unguiculata*) est cultivé un peu partout en Afrique et principalement au Nigeria. Les cultivateurs emmagasinent généralement leur récolte jusqu'à la morte-saison car ils peuvent alors en tirer un meilleur prix. Cette pratique est toutefois très risquée car les stocks sont particulièrement sensibles aux attaques de la bruche *Callosobruchus maculatus* et les pesticides chimiques pouvant les protéger ne sont pas couramment disponibles. Que faire alors? Récemment, des chercheurs ont découvert que la poudre de peau de pamplemousse et de citron vert mélangée au niébé détruisait effica-

cement cet insecte et en inhibait la ponte. La peau de pamplemousse est efficace à des concentrations de 10 % du poids de niébé sec et la peau de citron vert est efficace à des concentrations de 20 %. Comme ces agrumes se trouvent un peu partout en Afrique, les cultivateurs ne devraient avoir aucun mal à s'en procurer. Ces traitements sont encore limités à des tests en laboratoire, mais sont déjà très prometteurs comme moyen de lutte contre les ravageurs des produits stockés dans les petites exploitations.

Contact : I. Onu Department of Crop Protection Ahmadu Bello University P.M.B. 1044, Zaria - NIGERIA

Du coco dans le yaourt (bon appétit!)

La fabrication de yaourt au coco, produit délicieux et nutritif, est une activité très rentable dans les régions productrices de coco. Un investissement initial est nécessaire pour acheter l'équipement : râpe et presse, autoclave, réfrigérateur, incubateur, cuisinière, mixer, récipients en acier inoxydable et balance. Le yaourt est fabriqué à partir de ferment : on prépare une solution à 10% de lait écrémé en poudre que l'on chauffe dans l'autoclave pendant 10 minutes à une pression de 0,68 bar (10 psi). Une fois la solution refroidie, on en prélève la moitié à laquelle on incorpore *Streptococcus thermophilus*. La préparation est ensuite mise en incubation pendant 14 heures à 38°C. Dans l'autre moitié de la solution, on incorpore *Lactobacillus bulgaricus*, puis on met à incuber pendant 15 heures à 42°C. Le ferment est ensuite conservé à 5°C jusqu'à son utilisation. On peut confectionner deux sortes de yaourt : l'une à la texture onctueuse, l'autre est du caillé. Pour la première préparation, il faut 50% de lait de coco et 50% de lait écrémé en poudre, alors que pour la seconde la proportion est respectivement de 44% et de 56%. Le mélange est pasteurisé à 85°C pendant 20 minutes. Une fois refroidi, on y ajoute 1,5% de chaque ferment. La substance obtenue est ensuite versée dans des petits pots, puis mise à incuber à 42°C jusqu'à obtention d'un pH de 4,5 à 4,7. Le yaourt peut être conservé pendant

5 jours à 5°C. On peut également ajouter des extraits de fruits pour obtenir différents arômes. Bon appétit!

Contact : The Institute of Food Science and Technology College of Agriculture University of the Philippines at Los Baños College Laguna - PHILIPPINES

Les pesticides obsolètes, ces indésirables

Des quantités importantes de pesticides périmés continuent de menacer la santé et l'environnement dans les pays en développement. Les gouvernements concernés et la communauté internationale estiment urgent de se débarrasser de ces indésirables évalués à plus de 100 000 tonnes. À cette échelle, ce n'est pas l'exploitant agricole qui pourra régler le problème à la force de ses poignets. Mais il est bel et bien concerné, en revanche, par les directives de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)* ou par les mesures de prévention préconisées par des ONG spécialisées dans la protection de l'environnement, telles que Pesticides Trust (ONG écologiste basée en Grande-Bretagne). Elles traitent essentiellement de la prévention de l'accumulation et de l'élimination des stocks de pesticides périmés.

Estimer au plus juste ses besoins en pesticides, vérifier les dates de leur conservation, entretenir régulièrement son entrepôt, incinérer ponctuellement les emballages périmés ou vides sont quelques actions qui éviteront de

répéter un scénario qui pèse lourd : l'élimination de 10 tonnes de produits périmés peut coûter jusqu'à 80 000 dollars US, soit 4 400 FCFA par kilo. Nettoyer la planète coûte décidément cher quand le ménage n'est pas fait au quotidien...

* La FAO a édité cinq fascicules dans la série « Élimination des pesticides » et préparé un manuel dans le cadre du projet « Prévention de l'accumulation et élimination des stocks indésirables de pesticides en Afrique et au Proche-Orient », financé par le gouvernement néerlandais.

Pour en savoir plus : FAO Division de la production végétale et de la protection des plantes Service de la protection des plantes Via delle Terme di Caracalla 00100 Rome - ITALIE Fax : + 39 06 522 25 63 47

Le Registre international des produits chimiques potentiellement toxiques (IRPTC) travaille dans le cadre du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Il propose sur Internet plusieurs sites d'information sur les produits dangereux.

Sites Web : www.irpct.unep.ch/irpct/ www.irpct.unep.ch/pops/ www.irpct.unep.ch/prtr/

AgroInfo Americas : une mine d'informations

AgroInfo Americas est le nom d'un réseau Internet d'informations et de formations à la disposition des agriculteurs et éleveurs des pays d'Amérique du Nord et du Sud et des Caraïbes. Son site rassemble de multiples informations émanant d'organismes, d'associations et de groupements régionaux. Il propose sept rubriques traitant de la recherche, des marchés, des réglementations, de l'environnement, de la santé, de la communication et de la météorologie. Dans chacune d'elles, on trouvera, de surcroît, des adresses renvoyant à d'autres sites utiles. Le tout est consultable en deux langues : l'anglais et l'espagnol. Élaboré par l'Inter-American Institute for Cooperation in Agriculture (IICA), Caribbean/Latin American Action (C/LAA) et Texas A&M University, AgroInfo Americas constitue un outil d'information et de communication



de pointe qui s'appuie sur une technologie très sophistiquée, avec l'apport de logiciels de statistiques tels que SAS Decision Support Software ou les systèmes d'information géographique (SIG).

L'ambition de cette structure – et son originalité – est de permettre à ceux qui ne peuvent surfer sur Internet, faute d'ordinateur, de bénéficier quand même de ses

prestations. Par radio ou par fax, ils pourront interroger le site et obtenir les renseignements dont ils ont besoin. Affaire à suivre.

Site Web : www.agroinfo.org

Mme Mari Stull Inter-American Institute for Cooperation in Agriculture (IICA) BP 1318, Port of Spain TRINITE-ET-TOBAGO Fax : + 1 868 628 45 62

Amendement sur le transfert du matériel génétique de la noix de coco

Des recherches sur les maladies de la noix de coco provoquées par le viroïde Cadang Cadang ont mis en évidence des séquences d'acide nucléique ressemblant à ce viroïde dans les tissus des noix de coco du Pacifique, sans toutefois pouvoir établir un rapport avec la maladie. Compte tenu de la gravité de la maladie et des risques, encore inconnus, posés par la présence de ces séquences, la Convention internationale pour la protection des végétaux (IPPC) a publié une directive restreignant le transfert du matériel génétique de la noix de coco d'un pays à l'autre (éditée par la FAO et l'IPGRI en 1993). Des études ont depuis montré que ces séquences sont très répandues dans les noix de coco, tant dans les pays importateurs que dans les pays exportateurs, et il n'existe aucune preuve que leur présence soit responsable de la maladie. En conséquence, il a été décidé en décembre 1997 d'amender la Directive technique sur le transfert du matériel génétique de la noix de coco par une déclaration stipulant que la présence de séquences ressemblant au viroïde ne justifiait pas la prise de mesures



de quarantaine. Des directives de restriction sont toutefois toujours en vigueur pour les Philippines où le viroïde Cadang Cadang est présent, et pour Guam où le viroïde Tinaja a été mis en évidence.

Contact : Pons Batugal, Coordinateur International Coconut Genetic Resources Network (COGENT)
PO Box 236, UPM Post Office
43400 Serdang
Selangor Darul Ehsan - MALAISIE
Fax : + 603 9423891 ; E-mail : P.Batugal@cgnet.com

La production d'algues à Kiribati : une nouvelle culture de rente

À Kiribati, dans le Pacifique, la production d'*Eucheuma cottonii* a commencé en 1986. Après de nombreuses fluctuations, elle a atteint 1 283 tonnes en 1996. L'objectif est de la porter à 3 000 tonnes par an afin de transformer son industrie en entreprise viable. Le marché d'exportation est, en effet, prometteur, notamment en direction du Japon, grand importateur d'algues, utilisées soit pour confectionner des sauces, soit en plat principal. Pour l'heure, l'algue est en passe de devenir, pour près de la moitié des ménages ruraux de la région, une culture de rente plus profitable que d'autres activités telles que la pêche, la découpe du copra ou la fabrication de cigarettes locales. D'une manière générale,

elle a accru leur autonomie et leur sécurité en leur permettant de faire face à leurs besoins en nourriture, en biens de consommation et en services. Il s'en faut encore de beaucoup pour que sa production rivalise avec celle des Philippines qui dominent un marché mondial estimé à 300 000 tonnes par an. Mais l'appui reçu à son démarrage, en termes d'assistance technique et financière, et les savoir-faire acquis au fil des ans par les cultivateurs ont produit à l'évidence des résultats encourageants.

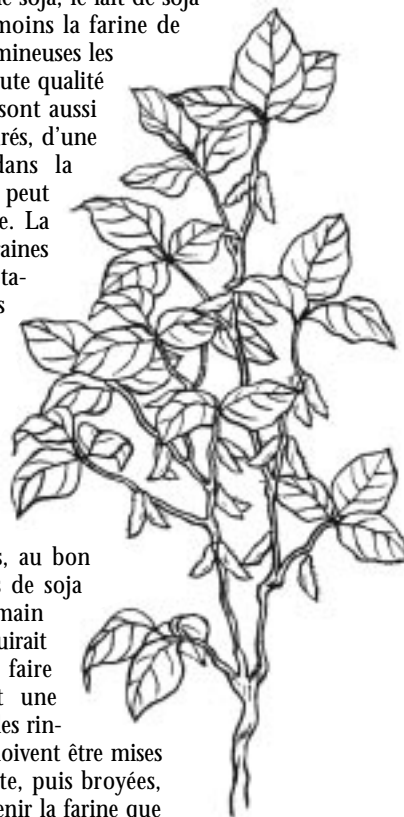
Pour en savoir plus :
Bulletin CE Coopération Pêche,
vol. 10, n° 3
200, rue de la Loi
1049 Bruxelles - BELGIQUE
Fax : + 32 2 299 06 03

Le soja : un trésor de bienfaits

On connaît déjà la sauce de soja, le lait de soja et le *tofu*, mais on connaît moins la farine de soja. Le soja est une des légumineuses les plus riches en protéines de haute qualité (environ 40 %). Ses graines sont aussi riches en acides gras non saturés, d'une grande valeur diététique dans la mesure où le corps humain ne peut synthétiser ce type de graisse. La lécithine contenue dans les graines a d'importantes fonctions métaboliques; elle intervient dans la régénération des cellules nerveuses et dans le contrôle des taux de cholestérol.

La farine de soja préparée sous forme de pâte n'est pas seulement nutritive; elle donne, à la cuisson, une pâte plus homogène, d'un brun et d'une texture plus uniformes, au bon goût de noisette. Les graines de soja doivent être nettoyées à la main sans utiliser d'eau car cela détruirait leur goût. Il faut ensuite les faire bouillir dans l'eau pendant une demi-heure, les égoutter puis les rincer à l'eau claire. Les graines doivent être mises à sécher au soleil sur une natte, puis broyées, moulues et tamisées pour obtenir la farine que l'on conservera dans un récipient hermétique.

Recette : Renate Schempp, « Comment utiliser le soja à la cuisine », ECOVOX 15, 1998.



Un engrais biologique, des rendements plus élevés

Plus de deux mille petits cultivateurs de soja sur des terres communales dans le Mashonaland, au Zimbabwe, obtiennent à présent des rendements comparables à ceux des exploitations commerciales. Depuis 1996, les agriculteurs de cette région, qui cultivaient traditionnellement du maïs, se sont lancés dans la production du soja. Ils utilisent un rhizobium comme engrais. La fixation de l'azote atmosphérique dans les plantes est assurée par des bactéries, comme le rhizobium, qui vivent en symbiose dans les nodosités des racines. Toutefois, dans les conditions naturelles, ce processus de fixation n'est pas assez efficace pour assurer des rendements supérieurs. En inoculant les graines de soja avec du rhizobium liquide dans des essais au champ, les cultivateurs ont pu bénéficier de rendements deux fois plus élevés que ceux obtenus dans des champs traités aux engrais industriels à raison de 145 kg/ha. Au coût actuel des engrais industriels, cette nouvelle technique permet de réaliser une économie

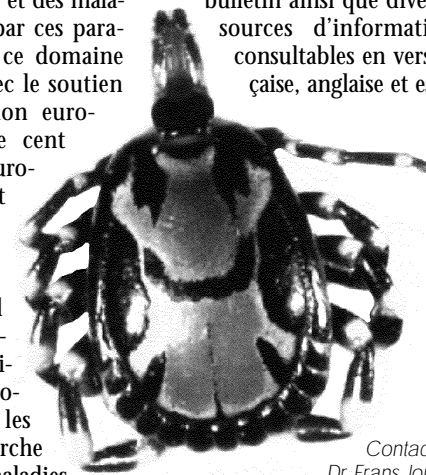
de 50 dollars US par hectare. Des analyses des isotopes 15 de l'azote sont réalisées par l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui apporte son concours aux autorités du pays pour contrôler le processus de fixation de l'azote tout au long du cycle de croissance des plantes. Ces techniques permettent d'identifier les meilleures souches de rhizobium qui sont ensuite proposées aux cultivateurs à un prix qu'ils peuvent récupérer plus de cent fois en obtenant des rendements plus élevés. Ces engrais biologiques sont produits par le Laboratoire de recherche sur la productivité des sols du ministère de l'Agriculture du Zimbabwe et leur application est vulgarisée en collaboration avec Agritex, le département de vulgarisation du ministère de l'Agriculture.

Contact : Dr C. Mushambi,
Director of the Soil and Chemistry
Research Institute
Soil Productivity Research Laboratory
Private Bag 3757
Marondera - ZIMBABWE
Fax : + 263 4 728317

Les tiques sous haute surveillance

Un groupe de recherche ayant pour projet d'action le contrôle intégré des tiques et des maladies transmises par ces parasites* œuvre en ce domaine depuis 1996, avec le soutien de la Commission européenne. Plus de cent scientifiques d'Europe, d'Afrique et des Caraïbes participent à cette action concertée dont le principal objectif est d'améliorer la communication et la collaboration entre les projets de recherche en cours sur les maladies transmises par les tiques. À terme, les objectifs, le programme et les actions inscrites dans le cadre de ce projet qui durera quatre ans devraient permettre de mieux répondre aux besoins de formation et de technologie des pays en développement. Pour l'heure, ils

sont diffusés par un bulletin d'information, *ICTTD Newsletter*. Ce bulletin ainsi que diverses autres sources d'informations sont consultables en versions française, anglaise et espagnole.



Contact :
Dr Frans Jongejan
Department of Parasitology and
Tropical Veterinary Medicine
Institute of Infectious Diseases and
Immunology, Faculty of
Veterinary Medicine
BP 80.165
3508 TD Utrecht
PAYS-BAS
Fax : + 31 30 2540784
E-mail :
f.jongejan@vetmic.dgk.ruu.nl
Integrated Control of Ticks and
Tick-borne Diseases (ICTTD).
Site Web : www.ruu.nl/tropical.ticks

COURS

■ QUALITÉ ET HYGIÈNE DES DENRÉES ALIMENTAIRES D'ORIGINE ANIMALE EN RÉGIONS CHAUDES

Du 1^{er} au 26 mars 1999,
Montpellier - FRANCE

■ PATHOLOGIE ET PRODUCTION DES OVINS ET CAPRINS (CIPPOC)

Du 6 au 30 avril 1999

■ AVICULTURE TROPICALE

Du 6 au 30 avril 1999

■ AQUACULTURE TROPICALE/GESTION DE LA FAUNE SAUVAGE

Du 1^{er} au 26 mars 1999

CIRAD-EMVT
Service enseignement-formation
Campus international de Baillarguet
BP 5035
34032 Montpellier cedex 1 - FRANCE
Fax : + 33 4 67593797
E-mail : duvallet@cirad.fr

■ DÉMARCHE DE PROTECTION INTÉGRÉE EN CULTURES MARAÎCHÈRES

Du 30 novembre au 18 décembre 1998,
Abidjan - CÔTE D'IVOIRE

Public : producteurs, conseillers de développement, services de protection des végétaux, firmes phytosanitaires.

Contenu : diagnostic participatif en exploitation et à la parcelle; interprétation des données du diagnostic; conseils et hypothèses; démonstrations et essais.

■ DIAGNOSTIC PHYTOSANITAIRE ET ANALYSE ÉCOLOGIQUE

Du 5 au 29 janvier 1999,
Montpellier - FRANCE

Contenu : analyse écologique; les ravageurs et auxiliaires; les maladies et leur contexte; les mauvaises herbes en culture; identification, biologie, prévention et traitement des nématodes; les affections physiologiques; les spécialistes du diagnostic.

■ BASE ET MISE EN ŒUVRE DE LA PROTECTION INTÉGRÉE

1^{er} février au 26 mars 1999,
Montpellier - FRANCE

Ces trois stages s'inscrivent dans un cycle de formations organisé par le Centre national d'études agronomiques des régions chaudes (CNEARC) et ayant pour thème la protection intégrée des cultures en régions chaudes.

Informations et inscriptions :
CNEARC
J.-C. Béthune
BP 5098
34033 Montpellier cedex 1 - FRANCE
Tél. : + 33 4 67 61 70 19
Fax : + 33 4 67 41 02 32

Si vous souhaitez participer à ces formations,
veuillez écrire aux adresses indiquées ci-dessus
et non au CTA

Nous publions dans la rubrique « Boîte postale 380 » des extraits de lettres adressées à la rédaction, sélectionnés en fonction de leur intérêt potentiel pour les autres lecteurs de *Spore*.

Vous pouvez aussi soumettre à la rédaction de courts articles concernant l'agriculture et le développement rural dans les pays ACP. Les articles sélectionnés seront publiés dans la rubrique « En Bref ». Adressez informations et manuscrits au CTA, Comité « Spore » (adresse au dos du bulletin). Attention : les manuscrits ne seront pas retournés.

Enfin, pour la rubrique « Point de Vue », la rédaction sélectionne, parmi les propositions, des articles traitant de questions générales sur le développement agricole.

LE PÊCHEUR A-T-IL VRAIMENT PÊCHÉ ?

N. Djimasngar, du secteur des pêches de Logone/Tandjilé au Tchad, s'est senti interpellé par l'article *L'eau : y aura-t-il conflit?* paru dans *Spore* 74 (p. 1) et témoigne : « Étant responsable du service des pêches dans la localité, j'ai eu à être mêlé de près à un conflit se rapportant à la gestion des ressources halieutiques. Ce conflit a opposé les pêcheurs Ngambaye originaires du sud-ouest, et les Sara-kaba, les Niellim et les Tounia, du Moyen-Chari au sud-est du Tchad. Les Ngambaye sont des pêcheurs professionnels qui ont quitté leur région d'origine depuis plusieurs décennies pour s'installer au Moyen-Chari. Ils sont jugés indésirables par les autochtones qui les accusent de pratiquer une pêche d'épuisement dans le Chari et les autres cours d'eau de la région. L'accès à la ressource leur est interdit ; il y a eu des cas d'échanges de coups et de confiscation des engins de pêche. Cela a provoqué une vive tension entre les deux communautés. Le problème a été porté à plusieurs reprises devant les autorités administratives sans solution durable. Si l'on veut appliquer les textes, cela est perçu comme un parti pris en faveur des pêcheurs allochtones. D'après l'ordonnance réglementant la pêche au Tchad, la pêche est autorisée n'importe où, à condition que le pêcheur possède des engins réglementaires et paye chaque année le permis de pêche. Ceci pose le problème de l'inadaptation des textes réglementaires. En effet, il existe une volonté politique manifeste pour la gestion des ressources naturelles par les communautés elles-mêmes. Mais devant le vide juridique, tous les coups sont permis. »

SPORE : BIEN, MAIS PEUT MIEUX FAIRE

G. Osuji, de G.O.O. Farms au Nigeria, émet quelques suggestions pour améliorer les services que peut rendre *Spore* à ses lecteurs. Par exemple, *Spore* devrait indiquer l'adresse des correspondants dont la lettre paraît dans cette rubrique « Boîte postale 380 », pour permettre aux lecteurs d'entrer directement en contact avec ces correspondants et obtenir plus d'informations si nécessaire.

Spore, comme la majorité des périodiques, ne précise l'adresse que si l'auteur de la lettre le demande ou l'autorise formellement. Si un lecteur souhaite entrer en contact avec l'auteur d'une lettre publiée dans cette rubrique, le mieux est qu'il écrive à *Spore* qui transmettra. *Spore* ne demande pas mieux que de recueillir des réactions à la « Boîte postale » comme aux autres articles, et d'en faire bénéficier les autres lecteurs.

M. Osuji recommande aussi que *Spore* indique systématiquement le prix, en dollars US, de chaque livre annoncé dans ses pages, car cela épargnera aux lecteurs la difficulté de s'informer du prix auprès de l'éditeur ou du libraire avant de commander éventuellement le livre.

Spore s'est donné pour règle d'indiquer le prix de chaque livre tel que recommandé par l'éditeur (le prix en librairie varie, le cours du

dollar aussi). Si le livre est gratuit, c'est également précisé. Dans les quelques cas où un prix n'est pas mentionné, c'est généralement parce que *Spore* n'a pu obtenir l'information à temps. Il est à espérer que les éditeurs choisiront d'utiliser l'euro comme monnaie de référence dès son introduction en janvier 1999, ce qui simplifiera grandement les choses.

Enfin, M. Osuji se demande si le CTA ne pourrait pas « connecter » les lecteurs avec les particuliers et organisations qui peuvent financer ou parrainer des projets. Cela pourrait commencer avec la rubrique « Cours et conférences » dans *Spore*.

Le CTA n'est pas en mesure de jouer ce rôle pour les innombrables particuliers et organisations impliqués dans le développement agricole et rural des 71 pays membres du groupe ACP. *Spore* fait de son mieux pour fournir, dans les limites de l'espace disponible, des adresses, des références de livres et d'autres sources d'information utiles. Concernant les cours et les conférences, les possibilités de bourses, les critères de recevabilité et les délais de candidature sont trop variables pour être incorporés dans le bulletin. C'est pourquoi *Spore* recommande de contacter les organisateurs directement.



Sébastien Makita, directeur d'une école primaire dans la province du Haut-Ogooué (Gabon), a créé avec ses collègues des petites unités de production agricole au sein de la coopérative scolaire.

BIZARRE, BIZARRE...

D. Koulangar Ngartoubam, de l'ONDR au Tchad, s'interroge sur une rumeur curieuse qui freine le développement de la culture du soja dans sa région. « De nos jours, le soja joue un rôle très important dans le monde entier, car c'est une source de protéines et d'huile végétale. Sa consommation par l'homme dans différents plats est non négligeable. [...] Connaissant sa valeur nutritive dans l'alimentation humaine et animale et son rôle important dans l'amélioration de la fertilité des sols, la division du développement rural (ONDR), sous-direction de la zone soudanienne à Moundou, a lancé cette opération [de développement de la culture du soja]. Pendant les premières années de vulgarisation, l'opération a connu le succès. Au cours des années suivantes, il y a eu un relâchement en surfaces emblavées, alors qu'on pensait que les surfaces allaient augmenter considérablement. Des questions ont été posées çà et là pour s'informer des causes de cette baisse de superficie. Il ne nous a pas été facile d'obtenir la réponse, mais maintes interventions ont amené les producteurs à dire que consommer le soja, c'est se rendre impuissant, raison pour laquelle ils ne veulent plus produire de soja. Nous leur avons demandé comment ils le savent ou qui leur a dit que la consommation de soja rend l'homme impuissant. En réponse, ils disent que, chaque fois qu'ils en consomment, ils ne sont plus à l'état d'homme viril. Des explications leur ont été données pour la cause de cette non-virilité, mais ces explications ne les ont pas convaincus. Ils persistent dans leur position, mettant ainsi un frein au développement de la culture du soja. » Notre correspondant espère que des services compétents pourront « donner des éléments d'information assez précis afin de faire disparaître cette psychose ».

Laissons aux paysans le choix de leurs partenaires !

Le vannage est le procédé par lequel les paysans séparent le grain de la paille. Ils conservent les éléments utiles et désirables et rejettent ceux qui ne le sont pas. Ils doivent adopter la même méthode à l'égard des innovations mises au point à leur intention par les chercheurs, afin de ne conserver que ce qu'ils estiment utile.

Le « plus » de la sagesse indigène

De nombreux chercheurs et agents vulgarisateurs persistent à penser que les techniques qu'ils élaborent sont toujours adaptées aux conditions des paysans à faibles ressources, en raison de leur incontestable supériorité. Or, des auteurs tels que Robert Chambers, John Farrington, Paul Richards, Maria Salas, Jean-Pierre Olivier de Sardan et Jan van der Ploeg ont démontré le contraire de façon convaincante. Pendant trois années que j'ai passées en Guinée-Bissau pour étudier les connaissances et les interfaces institutionnelles dans le domaine de l'agriculture de subsistance, j'ai été confrontée à de nombreuses situations où les paysans se sentaient obligés d'accepter les innovations que leur proposaient – dans une démarche prétendument participative mais obéissant plutôt à la règle du « tout ou rien » – les agents de leurs gouvernements et les agents des ONG.

Dans l'un de ces projets, une ONG locale a cherché à diffuser des variétés améliorées de manguiers afin de réduire la culture sur brûlis tout en générant de nouvelles sources de revenus. On y préconisait avec insistance une déforestation totale, et interdisait les cultures en alternance avec d'autres arbres fruitiers, sous peine de limiter l'accès au crédit et aux variétés améliorées. Les vulgarisateurs voulaient en outre des cultures en association de manguiers et de manioc, de haricots et d'arachides, afin de réduire l'érosion du sol. Toutefois, les haricots et les arachides ne couvrent le sol que pendant la saison des pluies, et le manioc ne fournit guère de protection contre l'érosion. Pendant la saison sèche, les techniciens du projet exigeaient des paysans qu'ils arrosent les jeunes manguiers.

Les opinions exprimées dans ce Point de vue sont celles de l'auteur, et ne reflètent pas nécessairement les idées du CTA.

Voilà bien où se situe le conflit, plus que la convergence, entre les techniques traditionnelles et les stratégies modernes de « débrouille ». Traditionnellement, les paysans cultivent plusieurs espèces fruitières en association, à forte densité, l'alternance dépendant du type de sol et de la possibilité de disposer de nouveaux plants et variétés. Les bananiers, par exemple, sont souvent utilisés comme culture de « garantie » pendant la première année d'un verger de fruitiers pérennes, car ils ont pour autre avantage de faire de l'ombre aux jeunes arbres et de réduire ainsi les besoins en arrosage. Les cultures en alternance entrent dans le cadre d'une stratégie traditionnelle : elles limitent les risques contre les ravageurs, et les plantations entrecroisées contribuent à limiter l'érosion du sol pendant la saison des pluies.

L'interface entre les paysans et les agents vulgarisateurs est donc parfois source de heurts : malentendus et ignorance engendrent des frictions. On les retrouve dans un tout autre domaine : l'éducation. Le Portugais, par exemple, est bien la langue officielle de la Guinée-Bissau. Mais elle n'est parlée que par une minorité (urbaine) de la population, composée de plus de trente groupes ethniques, chacun parlant sa propre langue. Même le créole, très utilisé pendant la guerre de Libération et après l'Indépendance, n'y est plus d'usage. En revanche, certains projets de développement intégrés ont introduit une innovation en enseignant des langues locales (atteignant ainsi les femmes, qui maîtrisent rarement le créole) et en utilisant l'alphabet portugais.

Il est donc pour le moins surprenant de voir une ONG locale répondre aux demandes des communautés locales en lançant un programme d'éducation incluant le créole et un

Marina Padrão
Temudo est assistante de
recherche à l'Instituto de
Investigação Científica
Tropical (ICT)/Centro de
Estudos de Produção e
Tecnologia Agrícolas
(CEPTA), à Lisbonne,
au Portugal.



alphabet inaccessible à la plupart. Une méthode qui avait échoué après l'Indépendance, lors d'une vaste campagne d'éducation à l'intention des adultes.

La population locale, qui voulait être formée avec l'alphabet portugais, utilisa donc ses propres ressources et fit appel à un professeur de l'école primaire pour lui fournir l'éducation qu'elle désirait.

La participation, comme un caméléon

Même chargée de bonnes intentions, la participation ne peut pas être parachutée dans un projet comme d'un avion. Elle est spécifique aux conditions locales. Comme un caméléon, elle peut changer de couleur, selon les acteurs et les institutions qui l'utilisent, et aussi selon qu'elle est abordée dans les discours, rapports ou propositions de projets, ou qu'elle est profondément intégrée dans la pratique du développement.

Je soutiens donc que la recherche participative et le développement de nouvelles technologies avec les paysans nécessitent plus que la simple connaissance d'un ensemble de techniques, et qu'un changement dans les attitudes institutionnelles et individuelles est aussi nécessaire. Il faut également des compétences spécifiques en communication multiculturelle et une volonté de réussir dans ce domaine.

Les agents et les institutions de développement sont considérés comme les premiers porteurs d'une innovation potentielle. Je maintiens cependant que les paysans devraient avoir le pouvoir, le droit et les moyens de choisir ceux avec qui ils désirent travailler. Cela implique de modifier les façons traditionnelles de récompenser les professionnels et de financer les institutions de recherche et de développement. Avant de séparer le bon grain de l'ivraie, intéressons-nous à la récolte!

Technologies de l'information et de la communication : la veille permanente

L'évolution constante des technologies d'information et de communication (TIC) offre aux États ACP les moyens de valoriser leur développement agricole. L'intérêt pratique de ces nouvelles technologies est de plus en plus évident, qu'il s'agisse des systèmes d'information géographique (SIG), qui font intervenir l'imagerie satellitaire à l'appui des programmes d'aménagement du territoire et de gestion foncière, ou de la micro-informatique appliquée sur le terrain pour diagnostiquer les maladies des plantes, ou encore du courrier électronique et de l'Internet pour informer les coopératives de paysans sur l'évolution des marchés internationaux et intercontinentaux.

L'exploitation des TIC est un thème auquel le CTA s'intéresse de très près depuis plusieurs années. Le séminaire du CTA sur « Le rôle de l'information dans le développement rural des pays ACP », organisé à Montpellier (France) en juin 1995, concluait que « ces technologies modernes offrent de nombreuses perspectives parmi lesquelles un meilleur accès à l'information » et recommandait de mettre en place « un dispositif de veille technologique permettant de suivre l'évolution de ces technologies et de donner aux acteurs du développement des pays ACP les moyens de les exploiter pleinement ».

Le dispositif de « veille » préconisé alors est devenu l'Observatoire du CTA sur les TIC. Composé d'experts qui ont introduit ces technologies dans les pays ACP et participé à des initiatives similaires dans ce domaine en Europe, il a pour mission d'informer la communauté agricole sur les outils de gestion de l'information et de la communication les plus adaptés aux besoins des intéressés. La première réunion s'est déroulée au siège du CTA les 16 et 17 juin 1998 et a rassemblé des délégués de six pays ACP et de six pays européens, ainsi que d'organisations gouvernementales et non gouvernementales internationales. La mission de l'Observatoire étant de suivre les progrès des TIC et de faciliter leur exploitation, sa tâche principale est de s'informer le mieux possible sur les expériences menées dans ce domaine, les programmes et projets en cours et autres initiatives.

Trois grands volets ont été étudiés lors de la réunion de juin : les politiques en la matière (dans la mesure où un environnement favorable est indispensable au développement de TIC abordables et techniquement fiables pour tous les secteurs d'activité), le renforcement des capacités et les applications possibles. Dans le cadre de ces initiatives, le CTA a pour rôle de s'assurer que le secteur agricole est bien représenté dans les opérations existantes ou prévues de développement des TIC, de promouvoir des politiques mieux intégrées au plan national et régional, et de soutenir la mise en place de réseaux thématiques et intersectoriels. Tout aussi important est le soutien du CTA à la diffusion d'informations sur les politiques d'intérêt particulier (dont les réformes tarifaires et fiscales) et à la participation de tous les acteurs concernés (ONG, secteur privé, société civile, etc.), hommes et femmes.

Sur le plan politique, les efforts porteront sur la sensibilisation des spécialistes de ces technologies aux problématiques du secteur agricole, et réciproquement ; des managers aux décideurs politiques, en passant par les agents sur le terrain, nombreuses sont les personnes concernées. Sur le plan du renforcement des capacités, la priorité devra être accordée à la formation et au soutien à l'exploitation et à la gestion des TIC pour la diffusion régulière d'informations fiables sur Internet en particulier. Le CTA est invité à envisager des applications pouvant être exploitées dans des télécentres ruraux, la diffusion de programmes de radios rurales sous forme numérique sur Internet, la constitution de bibliothèques de logiciels et l'édition de *Spore* en ligne.

L'Observatoire souligne l'importance de la coopération et des échanges d'information avec des organismes spécialisés dans les TIC, ou menant des projets dans d'autres secteurs.

On peut consulter le site Web du CTA (www.cta.nl) pour obtenir des informations sur les propres initiatives du CTA en matière de TIC et suivre les discussions sur les idées et initiatives lancées lors de la réunion de juin. On peut également consulter l'édition en ligne de *Spore*.

Les adventices en riziculture en Afrique de l'Ouest

Les adventices, ou mauvaises herbes, sont considérées comme la contrainte biologique la plus importante de la production de riz. Pour aider à leur identification, ce guide bilingue français-anglais fournit la description, illustrée de dessins et de photographies en couleurs, des espèces principales ainsi que de certaines espèces sporadiques et de jachère ; il décrit aussi les principes généraux de la lutte contre ces mauvaises herbes. Outre un index, les annexes comprennent un glossaire, un lexique et un tableau des utilisations médicinales de certaines plantes.

Coédition ADRAO/DFID/CTA, 1998, 312 p., ISBN 92-9113-1105, CTA n° 875, 40 unités de crédit



Grand capucin du maïs



La troisième édition revue et corrigée de ce bulletin technique GASGA/CTA n° 1 vient de paraître.

CTA n° 576, 5 unités de crédit

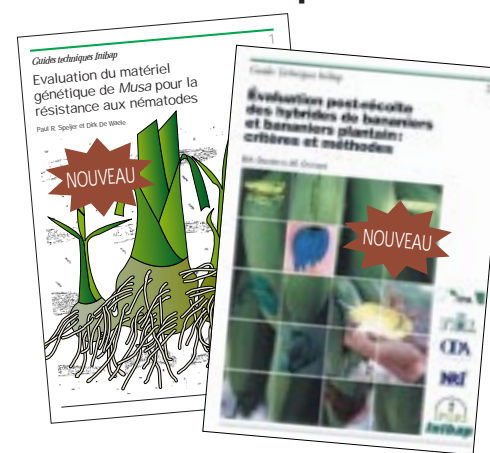
La pisciculture à la ferme



Ce nouveau manuel de la collection Agrodok décrit plusieurs manières de combiner la pisciculture avec les cultures et l'élevage pour optimiser le rendement de l'exploitation agricole. Par exemple, le fumier animal et les résidus végétaux compostés peuvent servir à fertiliser l'étang et ainsi augmenter la quantité de nourriture disponible pour les poissons. La vase de l'étang peut, quant à elle, servir d'engrais pour les sols cultivés. Destiné aux vulgarisateurs et aux agents de terrain travaillant avec les producteurs, ce manuel donne aussi des conseils sur le choix des espèces de poissons et les végétaux utilisés pour les nourrir. Il complète l'Agrodok n° 15 (CTA n° 724) consacré à la construction et à la gestion d'un étang à poissons (voir *Spore* 65, p. 13).

Agrodok n° 21, coédition Agromisa/CTA, 1998, 72 p., ISBN 90-72746-82-1, CTA n° 865, 5 unités de crédit

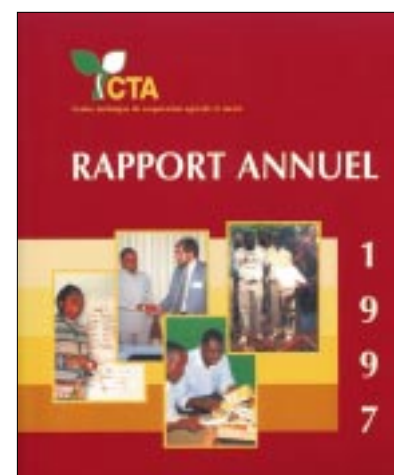
Guides techniques INIBAP



Le premier numéro de cette nouvelle série publiée en français et en anglais est consacré à l'Évaluation du matériel génétique de Musa pour la résistance aux nématodes ; le deuxième aux critères et méthodes d'Évaluation post-récolte des hybrides de bananiers et bananiers plantain. Conçus comme des outils de référence pour les spécialistes, ces ouvrages auxquels ont contribué de nombreuses institutions sont clairement présentés et illustrés de schémas et de photographies en couleurs.

Coédition INIBAP/CTA, 1998, guide n° 1 48 p., ISBN 2910810-17-8, guide n° 2, 64 p., ISBN 2910810-20-8. Non disponible au CTA. Contact : INIBAP, Parc scientifique Agropolis II 34397 Montpellier cedex 5 - FRANCE Fax : + 33 4 67 61 03 34 E-mail : inibap@cnet.com

Au sommaire du rapport annuel 1997 du CTA, l'analyse des politiques agricoles



Dans son introduction du rapport annuel 1997 du CTA, le directeur du CTA, Dr R.D. Cooke, insiste sur le besoin de renforcer les capacités locales et de mettre en place des politiques de réduction de la pauvreté. Il évoque également le changement d'orientation du CTA qui privilégie désormais, tel que prévu dans son plan à moyen terme, le développement des capacités des pays ACP en gestion de l'information plus que la fourniture d'informations. Sont également résumés, dans cette introduction, les points forts des réalisations du Centre en 1997.

Le rapport décrit ensuite, objectif par objectif, les activités dans les domaines de l'échange d'informations, de la fourniture d'informations sur demande, du renforcement des capacités ACP en gestion de l'information et de la communication, et de l'élaboration de stratégies de gestion de l'information dans les pays ACP. Le document se termine par un bilan administratif et financier et un résumé des activités du Comité consultatif du CTA.

En point de mire, ce rapport propose un article de Dr G.C. Mrema, secrétaire exécutif de l'Association for Strengthening Agricultural Research in Eastern and Central Africa (ASA-

RECA), intitulé « Renforcement des capacités d'analyse des politiques de développement agricole en Afrique », qui rappelle les principaux problèmes de politiques agricoles et l'évolution de celles-ci depuis les années 50. L'auteur analyse en profondeur les mécanismes nationaux d'élaboration des politiques agricoles et le rôle des agences de développement internationales, et propose un scénario pour le futur ainsi que des recommandations spécifiques. Il conclut en réaffirmant la nécessité de valoriser les ressources humaines dans le domaine de l'analyse des politiques agricoles.

Les lecteurs qui n'ont pas encore reçu leur exemplaire du rapport annuel ou qui désiraient obtenir des copies de l'article tiré à part doivent s'adresser au CTA (les abonnés peuvent utiliser leur bon de commande). Le système de crédit ne s'applique pas à ces publications qui sont par ailleurs gratuites également pour les non-abonnés.

Rapport annuel CTA 1997, n° 872. Tiré à part du « Point de mire », n° 874.

Systèmes d'information géographique et développement rural

Spore 73 (p. 12) s'était fait l'écho de cet atelier CTA/ITC, organisé en septembre 1997 aux Pays-Bas. La synthèse des discussions et des recommandations vient de paraître.



26 p., ISBN 92-9081-190-0, CTA n° 877, 5 unités de crédit

All Africa Crop Science Congress

Les actes de cette conférence qui s'est déroulée du 13 au 17 janvier 1997 à Pretoria (Afrique du Sud) ont été publiés, avec l'appui du CTA, en trois tomes du journal *African Crop Science*, volume 3 (en anglais, avec résumé en français). Non disponibles au CTA.

Contact : African Crop Science Society, Makerere University, PO Box 7062, Kampala - OUGANDA Fax : + 256 41 531 641 E-mail : acss@starcom.co.ug

Comment obtenir les publications du CTA ?

Les lecteurs inscrits auprès du Service de diffusion des publications – les abonnés – peuvent obtenir les publications du CTA. Ceux qui ont renvoyé leur demande d'adhésion recevront prochainement une réponse et, une fois inscrits, deux bons de commande de livres dont l'un indique le nombre d'unités de crédit disponibles.

Une valeur en unités de crédit a été attribuée à toutes les publications du catalogue CTA. Les abonnés peuvent commander ces ouvrages en fonction des unités de crédit qu'ils ont reçues. Il faut obligatoirement utiliser un des bons de commande fournis.

Ceux qui ne sont pas encore abonnés peuvent demander leur inscription par lettre, fax ou e-mail et recevront en retour un formulaire d'inscription. La demande d'inscription est ouverte aux organisations s'occupant de développement agricole et rural des pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique). Les particuliers résidant dans les pays ACP peuvent également demander leur inscription.

Les organisations œuvrant au développement agricole et rural des pays ACP mais qui ne sont pas basées dans un pays ACP sont invitées à écrire au CTA en précisant leurs besoins.

Arbres du domaine soudanien. Leurs usages et leur multiplication

« Dans le contexte actuel de gestion des ressources forestières, puisse cet ouvrage apporter aux utilisateurs et gestionnaires de ces ressources de nouvelles voies visant la pérennité de ces espèces forestières locales et la durabilité des systèmes de gestion qui leur seront appliqués », lit-on dans la préface.

Produit dans le cadre du programme Gestion durable des ressources naturelles (GDRN), la Coopération suisse et le programme

Ressources forestières de l'Institut d'économie rurale du Mali, ce livre dresse le bilan des connaissances de la recherche forestière de trois pays (Mali, Burkina Faso, Côte d'Ivoire) sur 24 espèces forestières et agroforestières présentes dans le domaine soudanien. Pour chacune d'elles, on trouvera une description détaillée de ses caractéristiques botaniques, de sa situation géographique, de ses qualités et de ses utilisations, abondamment illus-



trée par des planches photographiques en couleurs révélant son écorce, ses fruits, ses feuilles et ses

fleurs. La seconde partie du livre aborde les principales techniques de production en pépinière, de plantation et de semis artificiel. Une description des capacités de régénération naturelle et de multiplication végétative conclut la fiche de chaque espèce.

Auteurs : Pascal Cuny, Sidi Sanogo, Nadine Sommer
Ouvrage sur commande à :
Intercoopération
BP 215, Bamako - MALI
Fax : + 223 24 61 19
E-mail : intercop@malinet.ml
120 pages, 140 photographies en couleurs
Prix : 150 FF. Frais de port : 50 FF pour les pays d'Afrique ; 100 FF pour ceux des autres continents

L'Appui aux producteurs ruraux

L'Afrique connaît depuis plus d'une décennie une période marquée par le désengagement de l'État, le transfert de responsabilités et l'allègement des appareils de développement. Dès 1989, les praticiens du développement ont amorcé une réflexion sur les interventions de terrain en milieu rural. Si tout le monde s'accorde sur les principes d'intervention, la mise en pratique soulève plus d'interrogations liées tant à la diversité des situations rencontrées sur le terrain qu'à la multiplicité des intervenants directs ou indirects (services techniques, sociétés de développement, institutions de recherche et de formation, ONG, responsables nationaux, organismes de financement, mouvements professionnels agricoles...).



L'intérêt de ce livre réside dans la présentation précise et pratique de chacune des composantes du développement, avec ses points de repère essentiels et

des indications permettant de circuler aisément de l'une à l'autre. Les auteurs y livrent leur connaissance en profondeur du terrain. De nombreux exemples et illustrations ont été très opportunément choisis pour stimuler la créativité des acteurs de terrain. À l'usage des agents de développement et des responsables de groupements, ce livre à la fois pratique et théorique mérite bien son appellation de guide.

Sous la coordination de Marie-Rose Mercoiret
Éditions Karthala et ministère français de la Coopération, collection « Économie et développement »
463 pages, illustrations et bibliographie
ISBN : 2-86537-520-X
Prix : 180 FF. Réduction de 30% pour les pays en développement

Le Guide agricole. Cultures légumières



Ce guide est dans le droit fil des précédentes publications de l'AREU, traitant notamment des arbres à fruits. Parmi les 35 cultures légumières qui sont décrites, citons le gingembre, le manioc, la patate douce, le pâtisson, la pomme d'amour, et quatre nouveaux venus : le cornichon, le brocoli, la courgette et la pleurote (champignon comestible). Pratique avant tout, l'ouvrage propose un calendrier de plantation, un guide phytotechnique permettant d'utiliser judicieusement les pesticides, des conseils sur la protection de l'en-

vironnement et des cultures. On y trouvera aussi les produits phytosanitaires les plus courants, leur mode d'emploi ainsi qu'un tableau de leur incompatibilité.

Auteurs : J.M. Heerasing, S.P. Beni Madhu, R.K. Ramnauth
Agricultural Research and Extension Unit, Food and Agricultural Research Council
Fax : + 230 464 8809
E-mail : areu@bow.ininet.mu
193 pages
Prix (Asie, Afrique, Europe) : 7 \$ US, port inclus (1 \$ US = 5 000 FCFA environ)

Mécanisation de la riziculture. Étude de cas

Ce manuel est une synthèse des systèmes rizicoles mécanisés à travers le monde. À l'aide d'études de cas, il décrit une large gamme de matériels et de techniques adaptés aux contraintes spécifiques et locales de la riziculture. À ce titre, les informations qu'il contient constituent des références permettant aux techniciens et décideurs de choisir la forme de mécanisation la mieux adaptée à leur environnement.



Auteurs : Jean-Pol Aubin, Jean-Cyril Dagallier
Ministère français de la Coopération/CIRAD
Pour se procurer l'ouvrage :
Librairie du CIRAD
BP 5035
34032 Montpellier cedex 1
FRANCE
ISBN : 2-87614-300-3
Prix : 100 FF. Remise aux organisations nationales des pays en développement

Les Auxiliaires dans les cultures tropicales

Cet ouvrage bilingue (français/anglais) décrit les principales espèces utiles et les plus fréquemment observées en agriculture tropicale, afin de mieux les faire connaître et de faciliter leur prise en compte dans les programmes de lutte intégrée.

Quatre-vingt-treize photographies en couleurs sont accompagnées d'un texte qui fournit les données essentielles permettant de classer les auxiliaires par groupes zoologiques et donne les informations nécessaires pour une bonne compréhension de leurs modes d'action.

Auteurs : B. Michel et J.-P. Bournier
Éditions du CIRAD
Pour se procurer l'ouvrage :
Librairie du CIRAD
BP 5035
34032 Montpellier cedex 1



FRANCE
Fax : + 33 4 67 61 55 47
E-mail : librairie@cirad.fr
88 pages,
93 photographies en couleurs
ISBN : 2-87614-301-1
Prix : 160 FF

La Prévention des crises alimentaires du Sahel. Dix ans d'expérience d'une action menée en réseau

Le Sahel réunit depuis longtemps les caractéristiques des zones « à risques de crise alimentaire ». C'est au lendemain de la grande sécheresse de 1984 et à l'initiative de plusieurs donateurs des pays membres du Club du Sahel* que le Réseau de prévention des crises alimentaires au Sahel est né. Il se veut un lieu d'échange d'informations, un espace de concertation et de coordination où s'élabore une approche nouvelle de la sécurité alimentaire à court terme. Ce livre dresse le bilan des actions et des travaux menés depuis 1985

par le réseau. Son dernier chapitre est consacré aux perspectives des politiques de prévention et à une analyse de l'évolution de la production et des échanges sur le long terme. Celle-ci montre que, si la situation alimentaire globale s'est légèrement améliorée, il n'empêche que l'accès à la nourriture reste encore très problématique pour de nombreux groupes de populations. Selon les auteurs, la somme des connaissances accumulées depuis plus d'une décennie devrait toutefois permettre que des mesures de prévention à la

fois plus diversifiées et mieux adaptées soient mises en œuvre.

* Créé en 1976 pour soutenir les actions de lutte contre la sécheresse, le Club du Sahel compte aujourd'hui neuf pays membres : Burkina Faso, Cap-Vert, Gambie, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad.

Sous la direction de Johny Egg et Jean-Jacques Gabas
Club du Sahel/Publications de l'OCDE
2, rue André Pasca
75775 Paris cedex 16 - FRANCE
Site Web : www.oecd.org
212 pages
ISBN : 92-64-25406-4
Prix : 90 FF

Guide de la banque pour tous. Innovations africaines

Banques populaires, villageoises ou solidaires, caisses locales, caisses d'épargne et de crédit servent déjà des milliers de personnes en Afrique et suscitent un engouement réel. Cet ouvrage explique simplement le fonctionnement de la banque et les contraintes de la gestion de l'argent. Véritable outil facilitant la construction de mécanismes d'épargne et de crédit populaires, il s'adresse à tous ceux qui se pré-

occupent de la nécessaire adaptation des services financiers aux besoins d'une population qui n'a pas accès aux systèmes bancaires classiques.

Auteur : Bernard Taillefer
Éditions Karthala, collection « Économie et développement »
Pour commander l'ouvrage :
Éditions Karthala
22-24, boulevard Arago
75013 Paris - FRANCE
Tél. : + 33 1 43 31 15 59
ISBN : 2-86537-634-6, prix : 160 FF



Énergie et développement durable en milieu rural en Afrique

Ce dossier pédagogique comprend dix fiches d'informations traitant de l'énergie en milieu rural africain, qui permettent de comprendre les besoins énergétiques des populations d'Afrique, d'améliorer les situations, de maîtriser les critères techniques, économiques et sociaux et de mieux utiliser les énergies renouvelables. Véritables outils d'aide à la décision, les fiches de ce dossier abordent dix sujets : l'énergie et le développement ; les choix énergétiques en milieu rural et la place des énergies renouvelables ; la cuisson des aliments ; l'approvisionnement en eau ; l'éclairage domestique ; l'habitat ; l'énergie dans les

structures de santé ; les télécommunications ; le séchage des produits agricoles ; la mouture des céréales.

Pour commander le dossier :
GERES
2, cours Foch
13400 Aubagne
FRANCE
ou
Relations Nord-Sud
68, rue du Vieux-Port
69540 Irigny
FRANCE

108 pages illustrées
Prix : 117 FF (frais de port compris)

Le dossier est diffusé gratuitement auprès des organisations du Sud qui en font la demande, à raison d'un dossier par organisation.

VIENT DE PARAÎTRE

Atelier sur la maîtrise de la commercialisation des produits agricoles



Il s'agit du rapport final de l'atelier qui s'est tenu à Bamako (Mali), du 3 au 7 novembre 1997.

Centre international de formation (BIT) et ACOPAM.

Pour se procurer l'ouvrage :
Centre international de formation (BIT)
Corso Unità d'Italia 125
10127 Torino - ITALIE
Fax : + 39 011 66 38 842
75 pages, gratuit

Sauf indication contraire, les livres présentés dans cette rubrique ne sont pas disponibles au CTA. Nous vous suggérons d'écrire à l'éditeur pour tout renseignement supplémentaire.

L'IIED, l'environnement d'abord

Vous voulez en savoir plus sur les effets de la pollution de l'air sur la production alimentaire locale? Votre organisation rurale a des difficultés à se faire entendre dans les débats avec les services publics sur l'aménagement forestier? Vous trouvez peut-être qu'elle ne prend pas suffisamment en compte les problèmes de genre (hommes/femmes) dans les initiatives de vulgarisation qu'elle met en œuvre? L'International Institute for Environment and Development (IIED) peut vous aider sur ces questions et sur bien d'autres.

L'IIED s'intéresse tout particulièrement aux relations entre développement économique, environnement et besoins des êtres humains. Depuis plus de vingt-cinq ans, l'Institut s'emploie à améliorer les moyens de subsistance des populations les plus démunies et les plus marginalisées, par des méthodes qui contribuent également à la protection et à la régénération de l'environnement.

L'IIED peut être décrit comme un comité de réflexion politique fonctionnant en réseau et travaillant en collaboration avec divers partenaires, ce qui fait de lui une organisation de liaison plus qu'un institut de recherche. Son objectif est d'avoir un impact sur le développement et des méthodologies de recherche sont orientées vers l'action et le renforcement des capacités en associant les acteurs du développement à la résolution de problèmes spécifiques. C'est une

approche qui consiste à « mettre la main à la pâte » à tous les niveaux, des acteurs locaux aux partenaires internationaux. Le travail de l'IIED consiste essentiellement à offrir des conseils pratiques, des orientations et des outils de développement. C'est à ce niveau d'intervention et par un travail intense en réseau que l'IIED se distingue particulièrement.

L'IIED démarre toute activité par des études rigoureuses sur les politiques d'un secteur particulier. Il mène actuellement des programmes sur l'agriculture durable, les terres arides, l'aménagement du terroir et des forêts, l'économie environnementale et des établissements humains. Les publications de l'IIED sont très variées, du manuel de formation aux rapports de programmes; chacune a un objectif particulier, proposant nouvelles expériences ou développements théoriques.

La collection « Gatekeeper » s'intéresse tout particulièrement à l'agriculture durable et à la gestion des ressources. Chaque article analyse une problématique actuelle et offre des conclusions préliminaires d'intérêt particulier pour les décideurs, les chercheurs et les planificateurs. De nombreux titres sont venus grossir cette collection qui compte déjà plus de 70 titres : *Gender is not a sensitive issue* (La sexospécificité n'est pas une problématique délicate) ; *Propelling change from the bottom-up* (Initier des change-

ments par la base) ; *A hidden threat to food production : air pollution in the developing world* (La pollution de l'air dans le monde en développement : une menace cachée pour la production alimentaire).

La collection « Hidden Harvest » s'intéresse aux espèces qui n'entrent pas dans les études économiques formelles mais qui font généralement partie des économies agricoles informelles. Comme ces espèces ne sont pas prises en compte dans les statistiques officielles, elles sont considérées comme étant « sans valeur », ce qui mène à une perception incomplète, et donc erronée, des terres où on les trouve. Il s'ensuit que les politiques de développement et de gestion des ressources naturelles fondées sur de telles évaluations sont inadaptées, inefficaces, et vont à l'encontre des objectifs désirés. L'intérêt de ces collections est donc d'éviter ce type de faiblesses dans la formulation des politiques et analyses diverses.

L'IIED édite aussi des dossiers thématiques rédigés en langue française (voir *Spore* 69, p. 14). Citons pour mémoire *Histoire et évolution des régimes fonciers et de l'administration en Afrique occidentale*, par Michael Mortimore. ●

International Institute for Environment and Development
3 Endsleigh Street
London WC1H 0DD - ROYAUME-UNI
Fax : + 44 171 388 2826
E-mail : iiedinfo@gn.apc.org
Site Web : www.oneworld.org/iied

Inter-Réseaux, le développement rural en tête

Inter-Réseaux-Développement rural est né en 1996 de la fusion de trois réseaux thématiques constitués dans les années 80. Cette structure rassemble plus de 5 000 personnes appartenant à des milieux professionnels variés du Sud et du Nord. Présent dans soixante pays en Europe, Amérique, Asie, Océanie et Afrique, Inter-Réseaux poursuit un double objectif : enrichir et renouveler la réflexion sur la coopération Nord-Sud dans le domaine du développement rural; faire connaître les initiatives des organisations paysannes et, plus largement, des populations rurales.

Sa démarche associe étroitement les partenaires du Sud sous des formes diverses : appui à l'organisation de réunions, publications réalisées en partenariat, échanges entre membres proches géographiquement, réalisation d'annuaires par pays. Ses grandes orientations sont définies par un comité technique dont le bureau permanent est basé à Paris (France). Elles s'articulent autour de neuf thèmes de travail :

- irrigation ;
- marchés vivriers ;
- développement local et décentralisation ;
- outils et méthodes de gestion (exploitations agricoles et organisations de producteurs) ;
- approches de vulgarisation agricole ;
- appui aux organisations paysannes et rurales ;
- enjeux de l'aide au secteur agricole ;
- connaissances stratégiques pour les acteurs du Sud ;
- nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Inter-Réseaux publie un trimestriel, *Grain de Sel*, qui livre des informations sur la vie du réseau, diffuse des expériences originales, alimente en permanence une réflexion sur les enjeux politiques, économiques et sociaux du développement rural, et sur les questions de coopération internationale. Il édite également des dossiers rassemblant les documents de ses groupes de travail. Le premier ouvrage de ce

type, intitulé *Conseil en gestion pour les exploitations agricoles d'Afrique et d'Amérique latine*, reflète le souci d'emboîter le pas des populations du Sud, de plus en plus appelées à prendre leur avenir en main. Par ailleurs, Inter-Réseaux met en place un site sur Internet dont les rubriques commencent à se remplir.

La richesse d'Inter-Réseaux est étroitement liée à la contribution de chacun à ses activités et il n'est pas besoin de droit d'entrée pour devenir l'un de ses membres ; il suffit d'en exprimer la demande par écrit au secrétariat technique et d'adhérer activement à sa démarche par l'envoi de contributions collectives ou individuelles et la participation à ses réunions de travail. ●

Secrétariat : 33, rue Le Peletier
75009 Paris - FRANCE
Fax : + 33 1 42 46 54 24
E-mail : intereso@imaginet.fr
Site Web : www.perso.club-internet.fr/intereso/

SPORE est un bimestriel d'information pour le développement agricole des pays ACP.

Éditeur : Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA) — Convention ACP/UE de Lomé.

CTA : Postbus 380, 6700 AJ Wageningen, Pays-Bas – Tél. : + 31 317 467100 – Fax : + 31 317 460067 – E-mail : cta@cta.nl

Rédaction : SPORE est rédigé par un consortium rassemblant Louma productions et Médiateurs.

Louma productions, 3, rue Neuve, 34150 Aniane, France – Fax : + 33 4 6757 01 80 – E-mail : louma@hol.fr

Médiateurs, W-Alexanderpoort 46, 1421 CH Uithoorn, Pays-Bas – Fax : + 31 297 540514 – E-mail : paul.osborn@mediateurs.org

Mise en page : Louma productions. **Impression :** Imprimerie Publiparc, France.

© CTA 1998 – ISSN 1011-0046